



Nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans les pays ACP

Briefing de Bruxelles sur le développement n°26

Bruxelles, 22 février 2012

Le 22 février 2012, le CTA a organisé le 26e Briefing de Bruxelles, dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. Plus de 170 participants ont exploré les enjeux et les opportunités auxquels les éleveurs pastoraux sont confrontés dans les pays ACP.

Nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans les pays ACP. Ce Briefing a donné une vue d'ensemble des principaux enjeux affectant les éleveurs pastoraux, en particulier dans les pays ACP, ainsi que des opportunités fournies par les cadres et processus politiques. Le Briefing s'est focalisé sur le partage de bonnes pratiques et d'expériences de terrain entre les régions. Il a identifié également les actions politiques urgentes et concrètes en soutien au pastoralisme.

Le Briefing était une initiative du CTA, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des Ambassadeurs ACP, CONCORD et les médias.

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement visitez

www.bruxellesbriefings.net



Les délégués à la briefing



Michael Hailu

Haile Gabriel Abebe, directeur en charge de l'économie rurale et de l'agriculture au sein de la Commission de l'Union africaine, a souligné à quel point il est important de relever les défis auxquels les éleveurs pastoraux sont confrontés et de développer des cadres de soutien. Francesca Mosca, directrice en charge de l'Afrique subsaharienne à la DG DEVCO de la Commission européenne, a insisté sur le nombre élevé d'éleveurs pastoraux dans le monde. 25 % des terres sont ainsi utilisées par ces éleveurs, permettant à environ 200 millions de ménages pastoraux de subsister en produisant 10 % de la viande mondiale. Le pastoralisme est une pratique sophistiquée qui doit s'adapter à des climats imprévisibles et qui dépend de la mobilité pour l'utilisation des ressources disponibles et la gestion de la subsistance dans ces environnements. Si la subsistance et la santé des éleveurs pastoraux sont menacées de toutes parts, l'élevage permet de réduire la pauvreté, de générer de la croissance économique, d'entretenir la biodiversité, de gérer l'environnement et de

développer la résistance au changement climatique. Il faut aider les éleveurs pastoraux à bénéficier d'un accès équitable aux ressources et à contribuer à la société au sens large. Bien que la mise en œuvre des politiques et des pratiques économiques demeure problématique, on assiste à l'émergence d'un environnement politique plus favorable aux besoins des éleveurs pastoraux. L'UE a soutenu et continuera à soutenir le pastoralisme de diverses manières, notamment en investissant dans la surveillance et le contrôle vétérinaires. Michael Hailu, directeur du CTA, a souligné les multiples valeurs directes et indirectes et l'énorme potentiel du pastoralisme en termes de réduction de la pauvreté, de génération et de croissance économique, de gestion de l'environnement, de développement de la résistance au climat et de promotion d'un développement durable. Il faut investir dans l'ajout local de valeur et dans la commercialisation de produits pastoraux. De nombreux éleveurs pastoraux ont rapidement tiré parti des nouvelles technologies, notamment les



Jeremy Swift



Haile Gabriel Abebe

téléphones portables, les systèmes d'information géographique (SIG) et de positionnement mondial (GPS) et les cartes thématiques des mouvements saisonniers de bétail, qui permettent de prédire exactement les pertes d'animaux et de soutenir les efforts visant à assurer le bétail des éleveurs pastoraux.

Le pastoralisme a-t-il un avenir ?

Ce premier panel, modéré par S.E. Kembi-Gitura, ambassadeur du Kenya, a présenté les principaux enjeux affectant les éleveurs pastoraux, en particulier dans les pays ACP, ainsi que les opportunités des cadres et processus politiques. Jeremy Swift, spécialiste du développement pastoral et ancien professeur à l'Institute for Development Studies au Royaume-Uni, a proposé une définition des éleveurs pastoraux. Leur subsistance dépend principalement de l'élevage. Ils sont mobiles jusqu'à un certain point, utilisent des pâturages communautaires une partie de l'année et se conforment à des règles et normes coutumières dans divers aspects de leur vie quotidienne. Le nombre exact d'éleveurs pastoraux demeure approximatif, à environ 20 millions en Afrique et 50 millions dans le monde (principalement en Europe, au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Amérique du Sud). Comme l'a mentionné Francesca

Mosca, le pastoralisme nomade est un système de subsistance très spécialisé doté d'une base de connaissances détaillée et des technologies adaptées. Il s'axe sur l'utilisation productive de ressources avec des coûts d'opportunité très faibles. Si les éleveurs pastoraux doivent être considérés comme des spécialistes hors du commun de l'élevage, leur contribution à l'activité nationale et internationale est relativement peu prise en compte et ils demeurent invisibles dans les statistiques. Les investissements nationaux en leur faveur sont donc insuffisants. Les éleveurs pastoraux doivent commencer à se tourner vers le monde extérieur, à participer aux élections et à s'éduquer. Les gouvernements doivent rendre les éleveurs pastoraux plus visibles dans les statistiques et les discours et assurer leur représentation au parlement. Il faut également protéger les terres pastorales et reconnaître le pastoralisme comme une utilisation productive et efficace des ressources, ainsi que sa contribution à l'économie nationale. En conclusion, le professeur Swift a confirmé sa foi en l'avenir du pastoralisme nomade.

Cadre de l'UA pour une politique pastoraliste

Haile Gabriel Abebe a abordé la marginalisation politique et économique, les niveaux extrêmes

et de plus en plus profonds de pauvreté et l'insécurité alimentaire, ainsi que les conflits et l'insécurité, très fréquents dans les communautés pastorales. Jusqu'à présent, les gouvernements ont mal répondu à ces enjeux : manque d'objectivité, ignorance des réalités et des circonstances du pastoralisme et inefficacité. En juillet 2007, la Commission de l'Union africaine, en collaboration avec l'OCHA de l'ONU, a lancé l'initiative pour une politique pastoraliste, afin de relever ces défis et développer un cadre politique répondant aux enjeux et aux besoins des communautés pastorales. L'initiative visait en outre à favoriser la reconnaissance officielle des éleveurs pastoraux, à protéger leur subsistance et à promouvoir un engagement continental en faveur du développement politique, social et économique de ces éleveurs. Sur la base des consultations approfondies d'experts menées depuis 2007, le **cadre politique pour une politique pastoraliste en Afrique** de l'Union africaine, adopté par l'Assemblée de l'UA des chefs d'État et de gouvernements en février 2011 à Addis-Abeba, en Éthiopie, est la première initiative politique continentale visant à assurer, protéger et améliorer la vie, la subsistance et les droits des éleveurs pastoraux africains. Ce cadre politique est une plateforme de mobilisation et de coordination de l'engagement politique pour le développement pastoral en Afrique et met en lumière la nécessité d'impliquer pleinement les éleveuses et éleveurs pastoraux dans les

Nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans les pays ACP | POINTS FORTS



Boureima Dodo

Jean-Michel Courades

processus de développement national et régional dont ils sont supposés bénéficier. Ce cadre met également en exergue la nature régionale de nombreux écosystèmes pastoraux en Afrique et donc la nécessité de soutenir et d'harmoniser les politiques entre les communautés économiques régionales et les États membres de l'UA. Convertir ces stratégies et ces objectifs en résultats concrets demeure difficile.

Législation pour le pastoralisme : enseignements tirés

Boureima Dodo, secrétaire permanent du réseau ouest-africain Bilital Maroobe, a proposé une vue d'ensemble de quelques initiatives de soutien aux éleveurs pastoraux, de nouveaux documents tenant compte de leurs intérêts, des législations adoptées et du développement de la législation liée au pastoralisme dans de nombreux pays. Au niveau national et sous-régional, de nombreux efforts ont été consentis pour développer des documents facilitant la gestion de la transhumance et la prévention des conflits chez les éleveurs pastoraux. Le certificat international de transhumance de la CEDEAO contient une série d'engagements entre les pays du Sahel et d'autres pays en matière de vaccination des animaux et de détermination des dates et des points de passage devant être respectés par les transhumants. Un autre plan de

la CEDEAO concerne le transport transfrontalier de bétail ainsi que la prévention des conflits.

On constate cependant de nombreuses lacunes dans les documents et une absence d'amélioration des conditions des transhumants en dépit de ce regain d'intérêt. Par ailleurs, la flexibilité est insuffisante, en particulier en ce qui concerne le certificat international de transhumance et plus précisément l'information à fournir deux ou trois mois à l'avance sur les zones traversées, même en cas de sécheresse, et ce sous peine d'amende. Souvent, les besoins spécifiques des éleveurs pastoraux sont ainsi ignorés et des lois peu réalistes et pratiques sont élaborées par le politique. À l'avenir, la recherche devra démontrer les avantages du pastoralisme, afin que les éleveurs pastoraux puissent mieux faire valoir leurs arguments et qu'ils soient reconnus au niveau politique.

Le pastoralisme en Europe

Jean-Michel Courades, chef de programme à la DG Agriculture de la Commission européenne, a démontré que le pastoralisme existe en Europe, en particulier dans les régions montagneuses. Toutefois, davantage d'études doivent être menées au niveau local et régional. Des initiatives de soutien aux éleveurs pastoraux ont été lancées par l'UE avec des fonds en faveur des zones rurales,

en appui à des pratiques agricoles dépassant les normes de base et les projets nationaux. Par exemple, le réseau pour le développement rural a mis sur pied un groupe de travail sur la transhumance au sein du gouvernement espagnol, afin de tenter d'inclure la transhumance et le pastoralisme dans son patrimoine national. L'insuffisance de formation des bergers, la valeur des produits pastoraux, la législation phytosanitaire de l'UE et la forte pression administrative liée à la mobilité des éleveurs pastoraux demeurent problématiques. L'avenir du pastoralisme dépend de la coopération avec la population locale et de la prise en compte d'une série de questions auxquelles les éleveurs pastoraux sont confrontés.

Lors du **débat**, l'accent a été mis sur l'inclusion plus explicite des éleveurs pastoraux dans l'agenda pour le changement de la Commission européenne, ainsi que sur la mise en œuvre des politiques et ses défis. La priorité doit être accordée à la recherche et à l'investissement dans le secteur agricole, notamment la réintégration des agriculteurs pastoraux dans la société. L'expérience européenne ne fait état d'aucune tension entre le pastoralisme et la modernité. Il s'agit d'un modèle très flexible, comme le montre l'amélioration de la subsistance grâce à la technologie, l'existence de marchés de niche pour la reproduction locale grâce à l'amélioration de la génétique et les conditions de travail de meilleure qualité.



Shirley Tarawali



Maryam Abeiderrahmane

Renforcer la résistance des systèmes pastoraux

Pour Shirley Tarawali, directrice en charge de la planification institutionnelle à l'Institut international pour la recherche sur l'élevage (ILRI), les communautés pastorales qui vivent sur les terres marginales sont des garants environnementaux dont les vies peuvent être améliorées grâce à la diversification et à l'assurance sur le bétail via l'indice. Les éleveurs pastoraux sont en effet généralement les premières victimes du changement climatique, des conflits, des zoonoses et des mauvaises infrastructures, pour ne citer que ces écueils. Shirley Tarawali a suggéré des options de soutien, notamment en garantissant l'accès et la disponibilité des avoirs (animaux, ressources naturelles) et en diversifiant les marchés. La perte de têtes de bétail étant la principale cause de pauvreté des éleveurs pastoraux, il est important de l'atténuer. L'ILRI a développé un système de protection des éleveurs pastoraux face aux risques de perte de têtes de bétail liée aux sécheresses, via une assurance sur le bétail basée sur un indice qui opère un suivi de la verdoyance des surfaces et consent des remboursements lorsqu'un certain nombre de pertes de têtes de bétails est prévu. Ce système a été lancé au Kenya en janvier 2010 et est toujours dans sa phase pilote. Il devrait être lancé en Éthiopie cette année. La demande pour ce

système est importante : 3 000 éleveurs pastoraux ont acheté le produit, desquels 600 ont bénéficié de paiements après la sécheresse de l'année dernière. Toutefois, l'un des principaux défis consiste à aider les éleveurs pastoraux à comprendre l'idée de paiement sans bénéfice immédiat.

Améliorer l'accès au marché des produits laitiers

Maryam Abeiderrahmane, PDG de Tiviski Dairy, en Mauritanie, a partagé l'expérience de l'entreprise, lancée en 1987 afin de faire le lien entre le potentiel de production laitière de l'élevage pastoral et les consommateurs urbains de produits frais sans accès au lait frais. Tiviski a été confronté à de nombreux obstacles : les distances énormes entre les troupeaux et les marchés, les faibles rendements du bétail, les mauvaises infrastructures, l'approvisionnement soumis à des variations saisonnières extrêmes, la qualité imprévisible du lait, la pénurie de main-d'œuvre, la conservation de courte durée du lait frais, des environnements pastoraux similaires aux conditions désertiques et la protection des marchés de l'UE. En dépit de ces obstacles, le système de collecte des produits laitiers, la politique de qualité et l'approche commerciale générale ont prévalu, générant un investissement total de 4 millions € et un chiffre d'affaires de plus de 3 millions €, avec des milliers de fournisseurs

fiables, 200 employés, un impact considérable sur l'économie rurale... et de nombreux imitateurs. Tiviski a bénéficié à des éleveurs pastoraux incapables de commercialiser leurs produits, auxquels Tiviski apporte une assistance et un soutien importants. Les gouvernements doivent donc mettre en œuvre des politiques favorables aux éleveurs pastoraux et gérer les importations afin de soutenir l'accès des produits locaux au marché national. Des financements plus importants doivent être mis à la disposition des entrepreneurs privés.

Adaptation et atténuation du changement climatique

Hindou Oumarou Ibrahim, coordinatrice de M'Bororo Nomadic Peoples Association au Tchad, a déclaré que les groupes indigènes et les éleveurs pastoraux demeuraient largement exclus des processus de décision. Ces groupes sont confrontés à des risques plus importants face au changement climatique et peuvent tirer parti des sciences climatiques et des informations pertinentes pour éviter et gérer ces risques. La communauté M'Bororo est composée de bergers nomades et semi-nomades au Cameroun, en République centrafricaine, au Tchad, au Niger et au Nigeria (250 000 au Tchad selon le recensement de 1993). Ils utilisent des systèmes de connaissances traditionnels face à l'évolution des modèles climatiques saisonniers



Hindou Oumarou Ibrahim



Joep Van Mierlo

et pour la gestion durable de leurs maigres ressources. Les défis auxquels ils sont confrontés sont la vulnérabilité au changement climatique, les restrictions grandissantes à la mobilité, l'augmentation des distances, la perte de bétail et l'évolution des modes de vie. En dépit des systèmes de connaissances modernes, notamment la surveillance et la prévision pour la génération et la fourniture d'informations diverses, des systèmes de connaissances et des méthodes de prise de décision traditionnels sont toujours utilisés. Citons notamment des affiliations locales, des valeurs culturelles, des croyances traditionnelles et des systèmes de prévision traditionnels, notamment l'observation de la taille et de la forme des fruits produits par un palmier pour prédire si l'année sera bonne ou la reproduction abondante d'un certain type de lézard suggérant une bonne saison. Il faudra à l'avenir encourager l'utilisation participative des TIC afin d'étoffer les connaissances traditionnelles et le dialogue et l'échange entre les parties prenantes.

Apprentissage dans les écoles pastorales de terrain

Joep Van Mierlo, directeur de Vétérinaires sans frontières en Belgique, a présenté les succès et les défis des écoles pastorales de terrain, ces écoles agricoles lancées en 1989 en Asie du Sud-est et étendues à d'autres régions du monde. Il s'agit d'« écoles sans murs » adaptées à la mobilité des éleveurs pastoraux visant à « développer l'élevage pastoral à travers l'observation, l'expérimentation et le développement des capacités, afin d'aider les éleveurs à devenir plus résistants, moins vulnérables, plus autonomes et experts dans leur domaine, en les encourageant à apprécier leurs coutumes traditionnelles ». La stratégie basée sur la facilitation plutôt que l'enseignement s'appuie sur des piliers d'organisation et de coopération de groupe, d'exposition technique et d'apprentissage par la démonstration et la découverte. Les écoles de terrain ont contribué à l'amélioration générale de la subsistance, à l'émancipation socioéconomique et à l'adaptation des pratiques face à la dégradation

environnementale et au changement climatique. Les principaux défis sont le taux d'abandon et la participation des éleveurs pastoraux à l'intégralité du cycle, la légalisation et l'inscription de groupes communautaires, le renforcement du rôle des écoles dans les réponses d'urgence, l'implication des départements gouvernementaux et le financement.

À l'issue de ce second panel, le **débat** s'est concentré sur le manque d'activités nationales en soutien aux éleveurs pastoraux et sur l'importance de l'identification de questions majeures telles que la résistance au changement climatique et les conflits engendrés par celui-ci. La question de l'intégration de la modernité dans les méthodes traditionnelles des éleveurs pastoraux a été soulevée, de même que la nécessité de proposer des alternatives de génération de revenus chez ces derniers. Le soutien aux femmes dans la prise de décision et l'incitation à l'éducation infantile ont été soulignés. Une fois de plus, l'alliance entre recherche et politiques a été évoquée, de même que l'assistance nécessaire à la résolution de conflits.

En savoir plus sur le Web

- Briefings de Bruxelles : <http://brusselsbriefings.net>
- La page consacrée aux briefings : <http://tiny.cc/s8kjhw>
- Le document informatif : <http://tiny.cc/a9kjhww>